

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 december 1990.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Landbouw,  
P. DE KEERSMAEKER

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 1990.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,  
P. DE KEERSMAEKER

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 90 — 3180 (90 — 3160)

22 AOUT 1990. — Arrêté de l'Exécutif portant reconnaissance de formations par application des dispositions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire

Au *Moniteur belge* n° 245 du 21 décembre 1990, à la page 23751, texte néerlandais, l'arrêté doit porter la date du « 22 AUGUSTUS 1990 », au lieu de : « 29 AUGUSTUS 1990 ».

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 90 — 3180 (90 — 3160)

22 AUGUSTUS 1990. — Besluit van de Executieve tot erkenning van opleidingen bij toepassing van de bepaling van artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 245 van 21 december 1990, bl. 23751, moet de titel gelezen worden zoals hierboven.

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

#### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 90 — 3181

11 OCTOBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté du 12 octobre 1985 désignant la Région wallonne comme faisant l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant constitution de la Commission consultative régionale d'aménagement du territoire

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment les articles 153 à 157;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 octobre 1985 désignant la Région wallonne comme faisant l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant constitution de la Commission consultative régionale d'aménagement du territoire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 avril 1986 portant nomination des membres de la Commission régionale wallonne d'aménagement du territoire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 février 1989 portant nomination des membres de la Commission régionale wallonne d'aménagement du territoire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1990 prorogeant l'arrêté du 24 avril 1986 portant nomination des membres de la Commission régionale wallonne d'aménagement du territoire;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'assurer la continuité de l'examen des modifications en cours de plans d'aménagement;

Considérant que la session de l'actuelle Commission régionale d'aménagement du territoire a déjà dû être prolongée hors des délais normaux et qu'il convient d'y substituer sans retard la nouvelle Commission régionale d'aménagement du territoire;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. L'article 153 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre IV, sections :

« Article 153, § 1<sup>er</sup>. La Commission est subdivisée en trois sections :

- section d'orientation et de décentralisation;
- section d'aménagement normatif;
- section d'aménagement actif.

Chaque section est constituée de quinze membres effectifs et de quinze membres suppléants. Son président invite les personnes que la section souhaite entendre. Les invités ont voix consultative.

§ 2. La section d'orientation et de décentralisation a pour mission de proposer à l'Exécutif des directives générales et des rapports sur l'évolution des idées et des principes dans les matières qui concernent la Commission.

Elle a en outre pour mission de proposer à la Commission l'avis prévu à l'article 150 du code au sujet des commissions consultatives communales d'aménagement du territoire ainsi que tout avis d'orientation générale en matière de documents d'initiative et de portée communales : schéma de structure communal d'aménagement, règlement communal d'urbanisme, plan particulier d'aménagement non dérogoratoire à un plan de secteur.

Elle a enfin pour mission de proposer à la Commission l'avis sur toute question de rénovation rurale en vue d'harmoniser toutes les actions menées en application de législations et de réglementations, ainsi que de favoriser et promouvoir toutes actions concertées des diverses autorités administratives compétentes, et de proposer à l'Exécutif :

- une programmation annuelle d'opérations jugées prioritaires;
- une évolution des règles de procédures relatives à l'instruction des dossiers;
- tout avis sur la bonne exécution du programme, en ce compris le développement d'opérations, la suspension d'exécution de conventions ou toute réduction des taux de subvention, s'il échet.

§ 3. La section d'aménagement normatif a pour mission de proposer à la Commission l'avis, à tous les stades de leurs évolutions, sur les plans d'aménagement d'initiative régionale et les règlements généraux d'urbanisme, ainsi que sur les plans dérogoratoires d'initiative communale.

Elle a pour mission également de proposer à la Commission l'avis et l'examen des problèmes relatifs à l'établissement des zonings touristiques et des zones de loisirs du livre II, titre premier bis du code, en ce compris les conditions d'implantation et d'intégration des campings et autres équipements à exécuter en application du livre II, titre II et III du Code.

§ 4. La section d'aménagement actif a pour mission de proposer à la Commission l'avis sur toute question de rénovation urbaine et de rénovation des sites d'activité économique désaffectés, en vue d'harmoniser dans les dites opérations de rénovations toutes les actions menées en application de législations et réglementations, ainsi que de favoriser et promouvoir toutes actions concertées des diverses autorités administratives compétentes.

Elle a pour mission également de proposer à l'Exécutif :

- une programmation annuelle d'opérations jugées prioritaires;
- une évolution des règles de procédure relatives à l'instruction des dossiers;
- tout avis sur la bonne exécution du programme, en ce compris le développement d'opérations, la suspension d'exécution de conventions ou toute réduction des taux de subvention, s'il échet. »

Art. 2. L'article 154 du même Code est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre IV, composition des sections :

« Article 154. L'Exécutif nomme directement quinze membres effectifs et quinze membres suppléants dans chaque section, dont cinq mandataires publics ou leurs représentants. En outre, il nomme selon une répartition géographique équilibrée en veillant à assurer :

- pour la section d'orientation et de décentralisation, la représentation des universités et des professions indépendantes ainsi que celle des organisations et des associations sociales et culturelles;
- pour la section d'aménagement normatif, la représentation agricole, celle des intercommunales, la représentation économique et sociale ainsi que celle des associations de tourisme et de protection de l'environnement;
- pour la section d'aménagement actif, la représentation des professions indépendantes, celle de la construction ainsi que celle des organisations et associations professionnelles, sociales et culturelles.

Pour chaque membre effectif et de membre suppléant ne peuvent être cumulés. Les membres effectifs et les membres suppléants des sections respectives et de la Commission sont invités à participer à toutes les réunions. En présence du membre effectif, son suppléant a voix consultative; en l'absence du membre effectif, son suppléant a voix délibérative.

Les fonctionnaires et agents de la Région wallonne ne peuvent être membres de la commission hormis les mandataires publics. Les fonctionnaires des administrations concernées par les problèmes traités par les sections et la Commission sont invités aux réunions. Ils ont voix consultative. »

Art. 3. L'article 155 alinéas 1 et 2 du même Code sont remplacés par le texte suivant :

« la commission est composée, outre le président, de 45 membres effectifs et de 45 membres suppléants. Le mandat des membres de la Commission a une durée de quatre ans. Il est renouvelable.

Il est interdit à tout membre de la Commission de délibérer sur des objets auxquels il a intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires avant ou après la délibération. L'Exécutif peut démettre le membre qui manque aux devoirs de sa charge ou est absent à plus de trois séances consécutives, sauf pour cas de force majeure. Il est pourvu au remplacement dans les deux mois qui suivent la décision. »

Art. 4. L'article 156 alinéa 1<sup>er</sup> du même Code est remplacé par le texte suivant

« L'Exécutif nomme le président de la Commission hors section ainsi qu'un vice-président par section. »

Art. 5. L'article 157 alinéa 1<sup>er</sup> du même Code est remplacé par le texte suivant

« Le bureau de la commission est composé du président, des vice-présidents et de deux représentants élus par section. »

Art. 6. L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 avril 1986 portant nomination des membres de la Commission régionale wallonne d'aménagement du territoire est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1990.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 octobre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,  
de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,  
A. LIENARD

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 90 — 3181

**11. OKTOBER 1990.** — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Erlasses vom 12. Oktober 1985, der die Wallonische Region als Gegenstand eines Gebietsplanes bezeichnet und einen Regionalen Raumordnungsbeirat einführt

Aufgrund des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches, insbesondere der Artikel 153 bis 157;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Oktober 1985, der die Wallonische Region als Gegenstand eines Gebietsplanes bezeichnet und einen Regionalen Raumordnungsbeirat einführt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 24. April 1986 zur Ernennung der Mitglieder des Wallonischen Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Februar 1989 zur Ernennung der Mitglieder des Wallonischen Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. April 1990 zur Verlängerung des Erlasses vom 24. April 1986 zur Ernennung der Mitglieder des Wallonischen Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass eine zusammenhängende Bearbeitung der laufenden Abänderungen von Raumordnungsplänen gewährleistet sein muss;

In der Erwägung, dass die Sitzungsperiode des jetzigen Regionalausschusses bereits über die normale Frist hinaus verlängert werden musste und, dass man unverzüglich an dessen Stelle den neuen Regionalen Raumordnungsbeirat einsetzen soll;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für die Raumordnung, die Forschung, die Technologien und die Auswärtigen Beziehungen,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Artikel 153 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel IV — Abteilungen — eingefügt :

« Art. 153, § 1. Der Beirat wird in drei Abteilungen unterteilt :

- Abteilung Orientierung und Dezentralisierung;
- Abteilung normative Planung;
- Abteilung aktive Planung.

Jede Abteilung besteht aus 15 effektiven Mitgliedern und 15 Ersatzmitgliedern. Ihr Vorsitzender lädt die Personen ein, welche die Abteilung anzuhören wünscht. Die geladenen Gäste nehmen mit beratender Stimme teil.

§ 2. Die Abteilung Orientierung und Dezentralisierung hat als Aufgabe, der Exekutive allgemeine Richtlinien und Berichte über die Entwicklung der Ideen und der Grundsätze auf den Gebieten, die den Beirat betreffen, vorzuschlagen.

Ausserdem hat sie als Aufgabe, dem Beirat das in Artikel 150 des Gesetzbuches vorgesehene Gutachten über die kommunalen Raumordnungsbeiräte sowie jedes Gutachten allgemeiner Orientierung in Sachen Unterlagen von kommunalen Initiative und Wirkung, d.h. Gemeindestrukturschema, Gemeindestädtebauordnung und Raumordnungsplan ohne Abweichung von einem Sektorenplan, vorzuschlagen.

Schliesslich hat sie als Aufgabe, dem Beirat das Gutachten über jede Frage von ländlichen Erneuerung vorzuschlagen, um alle in Anwendung Gesetzgebungen und Regelungen getroffenen Aktionen in Einklang zu bringen, sowie um alle von den verschiedenen zuständigen Verwaltungsbehörden gemeinschaftlich vereinbarte Massnahmen zu begünstigen und zu fördern und der Exekutive :

- eine jährliche Programmierung von als vorrangig angesehenen Massnahmen;
- eine Entwicklung der Verfahrensregel bezüglich der Akteneingabe;
- jedes Gutachten über die ordentliche Ausführung des Programms, gegebenenfalls einschliesslich die Entwicklung von Massnahmen, die Unterbrechung von Vertragsausführungen oder jegliche Verringerung der Subventionssätze vorzuschlagen.

§ 3. Die Abteilung normative Planung hat als Aufgabe, dem Beirat Gutachten über die Raumordnungspläne der regionalen Initiative und die allgemeinen Städtebauordnungen in allen ihren Entwicklungsstadien, sowie über alle Abweichungspläne der kommunalen Initiative vorzuschlagen.

Sie hat auch als Aufgabe, dem Beirat das Gutachten und die Untersuchung der Probleme bezüglich der Einrichtung der Fremdenverkehrsgebiete und der Freizeitgebiete des Buches II, Titel Ibis des Gesetzbuches, einschliesslich der Bedingungen zur Anlage und Integrierung der Campingplätze und anderen Ausrüstungen, die in Anwendung des Buches II, Titel II und III des Gesetzbuches auszuführen sind, vorzuschlagen.

§ 4. Die Abteilung aktive Planung hat als Aufgabe, dem Beirat Gutachten über jede Frage von Stadsanierung und von Erneuerung stillgelegter Wirtschaftsräume vorzuschlagen, um bei den besagten Massnahmen zur Erneuerung alle in Anwendung von Gesetzgebungen und Regelungen getroffenen Aktionen in Einklang zu bringen, sowie alle von den verschiedenen zuständigen Verwaltungsbehörden gemeinschaftlich vereinbarte Massnahmen zu begünstigen und zu fördern.

Sie hat auch als Aufgabe, der Exekutive :

- eine jährliche Programmierung von als vorrangig angesehenen Richtlinien;
- eine Entwicklung der Verfahrensregeln bezüglich der Akteneingabe;
- jedes Gutachten über die ordentliche Ausführung des Programmas, gegebenenfalls einschliesslich die Entwicklung von Massnahmen, die Unterbrechung von Vertragsausführungen oder jegliche Verringerung der Subventionssätze vorzuschlagen. »

Art. 2. Artikel 154 desselben Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel IV — Zusammensetzung der Abteilungen — eingefügt :

« Art. 154. Die Exekutive ernennt direkt fünfzehn effektive Mitglieder und fünfzehn Ersatzmitglieder in jeder Abteilung, worunter fünf öffentliche Mandatare oder ihre Vertreter. Darüber hinaus müssen die Ernennungen einer gleichgewichtigen geographischen Verteilung entsprechen, damit die folgenden Vertretungen gewährleistet werden :

- für die Abteilung Orientierung und Dezentralisierung, die Vertretung der Universitäten und der Selbständigen Berufe sowie die der sozialen und kulturellen Organisationen und Vereinigungen;
- für die Abteilung normative Planung, die Vertretung des landwirtschaftlichen Sektors, die der Interkommunalen, die Vertretung der wirtschaftlichen und sozialen Sektoren sowie die der Fremdenverkehrs- und Umweltschutzvereinigungen;
- für die Abteilung aktive Planung, die Vertretung der selbständigen Berufe, die des Bausektors sowie die der beruflichen, sozialen und kulturellen Organisationen und Vereinigungen.

Für jedes Abteilungsmitglied bezeichnet die Exekutive ein Ersatzmitglied, das die gleichen Interessen vertritt. Die Mandatare von effektivem Mitglied und Ersatzmitglied dürfen nicht kumuliert werden. Die effektiven Mitglieder und die Ersatzmitglieder der jeweiligen Abteilungen sind ersucht, an allen Sitzungen teilzunehmen. In Abwesenheit des effektiven Mitglieds nimmt sein Ersatzmitglied mit beratender Stimme teil; in Abwesenheit des effektiven Mitglieds nimmt sein Ersatzmitglied mit beschliessender Stimme teil.

Die Beamten und Bediensteten der Wallonischen Region dürfen nicht Mitglied des Beirates sein, mit Ausnahme der öffentlichen Mandatare. Die Beamten der Verwaltungen, die durch die von den Abteilungen und dem Beirat behandelten Probleme betroffen sind, sind zu den Sitzungen eingeladen. Sie nehmen mit beratender Stimme teil. »

Art. 3. Artikel 155 Absätze 1 und 2 desselben Gesetzbuches werden durch den folgenden Text ersetzt :

« Ausser dem Präsidenten setzt sich der Beirat aus 45 effektiven Mitgliedern und 45 Ersatzmitgliedern zusammen. Das Mandat der Mitglieder des Beirates hat eine Dauer von vier Jahren. Es kann verlängert werden.

Es ist jedem Mitglied des Beirates verboten, über Gegenstände in denen es direkte Interessen hat, entweder persönlich oder als Beauftragter vor oder nach der Beratung zu beraten. Die Exekutive kann ein Mitglied absetzen, das die Pflichten seiner Aufgabe nicht erfüllt oder das bei mehr als drei Sitzungen abwesend war, es sei denn, die Abwesenheit ist auf höhere Gewalt zurückzuführen. Innerhalb zwei Monaten nach dieser Entscheidung ist für die Nachfolge zu sorgen. »

Art. 4. Artikel 156 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Text ersetzt :

« Die Exekutive ernennt den Präsidenten des Beirates ausser Abteilung und einen Vizepräsidenten pro Abteilung. »

Art. 5. Artikel 157 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Text ersetzt :

« Das Präsidium setzt sich aus dem Präsidenten, dem Vizepräsidenten und zwei von jeder Abteilung gewählten Vertretern zusammen. »

Art. 6. Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 24. April 1986 zur Ernennung der Mitglieder des Wallonischen Regionalausschusses für Raumordnung wird aufgehoben.

Art. 7. Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 1990 in Kraft.

Art. 8. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Oktober 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Raumordnung,  
die Forschung, die Technologien und die Auswärtigen Beziehungen,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 90 — 3181

11 OKTOBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestsexcutieve houdende wijziging van het besluit van 12 oktober 1985 tot aanduiding van het Waalse Gewest als voorwerp van een regionaal plan van ruimtelijke ordening en tot oprichting van de regionale adviescommissie van ruimtelijke ordening

De Waalse Gewestsexcutieve,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, meer bepaald op de artikelen 153 tot 157;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestsexcutieve van 12 oktober 1985 tot aanduiding van het Waalse Gewest als voorwerp van een regionaal plan van ruimtelijke ordening en tot oprichting van de regionale adviescommissie van ruimtelijke ordening;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 24 april 1986 houdende benoeming van de leden van de Waalse regionale commissie van ruimtelijke ordening;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 februari 1989 houdende benoeming van de leden van de Waalse regionale commissie van ruimtelijke ordening;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 april 1990 tot verlenging van het besluit van 24 april 1986 houdende benoeming van de leden van de Waalse regionale commissie van ruimtelijke ordening;

Gelet op de gecoördineerde wetten betreffende de Raad van State;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de aan de gang zijnde wijzigingen van plannen van aanleg verder dienen onderzocht te worden;

Overwegende dat de zitting van de huidige regionale commissie van ruimtelijke ordening reeds buiten de normale termijn diende verlengd te worden en dat zij onvervuld door de nieuwe regionale commissie van ruimtelijke ordening dient vervangen te worden;

Op voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Art. 153 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt door volgende bepaling vervangen en in boek III, titel IV, afdelingen, ingelast :

« Art. 153, § 1. De commissie is in drie afdelingen onderverdeeld :

- afdeling oriëntatie en decentralisatie;
- afdeling normatieve inrichting;
- afdeling actieve inrichting.

Iedere afdeling bestaat uit vijftien werkende en uit vijftien vervangende leden. Haar voorzitter nodigt de personen uit die de afdeling wenst te horen. De genodigden hebben raadgevende stem.

§ 2. De afdeling oriëntatie en decentralisatie heeft tot taak de Executieve algemene richtlijnen en verslagen voor te stellen over de evolutie van ideeën en principes inzake aangelegenheden die de commissie betreffen.

Zij heeft bovendien tot taak de Commissie het advies voor te stellen dat bepaald is in artikel 150 van het Wetboek met betrekking tot de gemeentelijke adviescommissies van ruimtelijke ordening als ook elk advies van algemene oriëntatie inzake documenten die een gemeentelijk initiatief en draagwijdte inhouden : gemeentelijk inrichtingsstructuurschema, gemeentelijk stedebouwreglement, bijzonder plan van aanleg dat niet afwijkt van een gewestplan.

Zij heeft ten slotte tot taak de Commissie het advies voor te stellen over iedere kwestie inzake landelijke renovatie met het oog op de harmonisatie van alle overeenkomstig wetgevingen en reglementeringen gevoerde acties als ook op de bevoorrechtiging en de bevordering van alle door de verschillende bevoegde administratieve autoriteiten overlegde acties, en de Executieve het volgende voor te stellen :

- een jaarlijkse programmering van verrichtingen die geacht worden voorrang te hebben;
- een evolutie van de procedureregels met betrekking tot de behandeling van de dossiers;
- ieder advies over de juiste uitvoering van het programma, met inbegrip van de ontwikkeling van verrichtingen, de opschorting van de uitvoering van overeenkomsten of, zonedig, iedere vermindering van de toelagepercentages.

§ 3. De afdeling normatieve inrichting heeft tot taak de Commissie, in elk stadium van hun evoluties, het advies voor te stellen over de plannen van aanleg die van een regionaal initiatief uitgaan en over de algemene stedebouwreglementen, als ook over de van een gemeentelijk initiatief uitgaande afwijkende plannen.

Haar taak bestaat er eveneens in de Commissie het advies en het onderzoek voor te stellen inzake problemen met betrekking tot de vestiging van de toeristische en recreatiegebieden van boek II, titel Ibis van het wetboek, met inbegrip van de overeenkomstig boek II, titels II en III van het Wetboek na te leven vestigings- en integratievoorwaarden van kampeerterrainen en andere voorzieningen.

§ 4. De afdeling actieve inrichting heeft tot taak de Commissie het advies voor te stellen over iedere kwestie inzake stedelijke vernieuwing en vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten, met het oog op de harmonisatie, in bovenvermelde vernieuwingsverrichtingen, van alle overeenkomstig wetgevingen en reglementeringen uitgevoerde verrichtingen alsook op de bevoorrechtiging en de bevordering van alle door de verschillende bevoegde administratieve autoriteiten overlegde verrichtingen.

Haar taak bestaat er eveneens in de Executieve het volgende voor te stellen :

- een jaarlijkse programmering van verrichtingen die geacht worden voorrang te hebben;
- een evolutie van de procedureregels met betrekking tot de behandeling van de dossiers;
- ieder advies over de juiste uitvoering van het programma, met inbegrip van de ontwikkeling van verrichtingen, de opschorting van de uitvoering van overeenkomsten of, zonedig, iedere vermindering van de toelagepercentages.

Art. 2. Art. 154 van hetzelfde Wetboek wordt door volgende bepaling vervangen en in boek III, titel IV, samenstelling van de afdelingen, ingelast :

« Art. 154. De Executieve benoemt rechtstreeks vijftien werkende en vijftien vervangende leden in iedere afdeling, waaronder vijf openbare mandatarissen of hun afgevaardigden. Bovendien benoemt zij volgens een evenwichtige geografische indeling ten einde te zorgen :

- voor de vertegenwoordiging van de universiteiten en de zelfstandige beroepen als ook van de sociale en culturele organisaties en verenigingen, wat de afdeling oriëntatie en decentralisatie betreft;
- voor de vertegenwoordiging van de landbouwsector, de intercommunales, de sociaal-economische sector als ook van de toeristische en milieu-beschermende verenigingen, wat de afdeling normatieve inrichting betreft;
- voor de vertegenwoordiging van de zelfstandige beroepen, van de bouwsector als ook van de sociale, culturele en beroepsorganisaties en -verenigingen, wat de afdeling actieve inrichting betreft.

Voor ieder afdelingslid noemt de Executieve een vervangend lid dat dezelfde belangen vertegenwoordigt. De mandaten van werkend lid en vervangend lid mogen niet gecumuleerd worden. De werkende en vervangende leden van de respectievelijke afdelingen en van de Commissie worden verzocht aan alle vergaderingen deel te nemen. In aanwezigheid van het werkend lid heeft zijn vervanger raadgevende stem; bij afwezigheid van het werkend lid is zijn vervanger stemgerechtigd.

De ambtenaren van het Waalse Gewest mogen geen lid van de Commissie zijn, behalve de openbare mandatarissen. De ambtenaren van de besturen betrokken bij de door de afdelingen en de Commissie behandelde problemen worden op de vergaderingen uitgenodigd. Zij hebben raadgevende stem. »

Art. 3. Alineas 1 en 2 van art. 155 van hetzelfde Wetboek worden vervangen door volgende tekst :

« Behalve de voorzitter bestaat de Commissie uit 45 werkende en uit 45 vervangende leden. Het mandaat van de commissieleden loopt over vier jaar. Het is vernieuwbaar.

Het is ieder lid van de Commissie verboden te beraadslagen over voorwerpen waaraan hij hetzij persoonlijk hetzij als zaakgelastigde voor of na de beraadslaging rechtstreeks belang heeft. De Executieve mag overgaan tot de afzetting van het lid dat de plichten van zijn taak verzuimt of in meer dan drie opeenvolgende vergaderingen afwezig is, behalve overmacht. Er wordt binnen twee maanden na de beslissing in zijn vervanging voorzien. »

Art. 4. Alinea 1 van art. 156 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« De Executieve noemt de voorzitter van de Commissie buiten afdeling als ook een vice-voorzitter per afdeling. »

Art. 5. Alinea 1 van art. 157 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Het bureau van de Commissie bestaat uit de voorzitter, de vice-voorzitters en twee per afdeling verkozen vertegenwoordigers. »

Art. 6. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 24 april 1986 houdende benoeming van de leden van de Waalse regionale Commissie van ruimtelijke ordening is opgeheven.

Art. 7. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 september 1990.

Art. 8. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort, wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 11 oktober 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,  
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 12 december 1990 is benoemd tot klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Eupen, de heer Baart, R., beambte bij het parket van het hof van beroep te Luik.

#### Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 7 december 1990 is de heer R. Minet, officier-eerstenaamend commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, met ingang van 1 januari 1991, bevorderd tot officier-eerstenaamend commissaris eerste klasse voor gerechtelijke opdrachten bij dit parket.

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 12 décembre 1990, est nommé commis-secretaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Eupen, M. Baart, R., employé au parquet de la cour d'appel de Liège.

#### Police judiciaire

Par arrêté royal du 7 décembre 1990, M. R. Minet, officier-commissaire principal aux délégations judiciaires près le parquet du tribunal de première instance à Charleroi, est promu officier-commissaire principal de première classe aux délégations judiciaires près ce parquet, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1991.

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

#### A.R.G.O. — Dienst « N.O.P.-P.M.S. »

#### Eervol ontslag

Bij besluit van 13 juli 1990 wordt met ingang van 1 februari 1991 eervol ontslag verleend aan de heer Lesage, Michel, directeur bij de Psycho-Medisch-Sociale Centra van het Gemeenschapsonderwijs, geboren op 24 april 1930.

Betrokkene wordt ertoe gemachtigd zijn aanspraak op pensioen te doen gelden en de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

#### Benoemingen

1. Bij besluit van 5 oktober 1990 wordt de heer Swaenepoel, Eric, benoemd tot directeur bij de Psycho-Medisch-Sociale Centra van het Gemeenschapsonderwijs met ingang van 1 september 1990.

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

#### A.R.G.O. — Service « N.O.P.-P.M.S. »

#### Démission honorable

Par arrêté du 13 juillet 1990 démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1<sup>er</sup> février 1991, à M. Lesage, Michel, directeur des Centres psycho-médico-sociaux de l'enseignement de la Communauté, né le 24 avril 1930.

L'intéressé est autorisé à faire valoir ses droits à la pension de retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

#### Nominations

1. Par arrêté du 5 octobre 1990, M. Swaenepoel, Eric, est nommé directeur des Centres psycho-médico-sociaux de l'enseignement de la Communauté, en date du 1<sup>er</sup> septembre 1990.